

Crise à l'université : l'inquiétude des politiques

En annonçant son intention de démissionner de son poste, avec l'ensemble de son exécutif, au lendemain du conseil d'administration prévu le jeudi 13 décembre prochain, le président de la Communauté d'universités et d'établissements (COMUE), Nicolas Chaillet, rêvait de provoquer un électrochoc salutaire (ER du 17 novembre 2018). Le premier à réagir a été Jacques Grosperin, sénateur LR du Doubs, élu de Besançon, lui-même universitaire. « Cela fait un moment que j'alerte tout le monde sur cette question car il s'agit d'un enjeu énorme », affirme-t-il. « En mai déjà, j'avais demandé une réunion transpartisane sur le sujet, sans obtenir de réponse. Le problème n'est pas que la COMUE ait son siège à Besançon ou à Dijon mais qu'elle fonctionne bien et s'impose dans les classements établis par les jurys internationaux ! »

Las des « querelles d'ego stériles », M. Grosperin veut « dépasser le dossier car il y a urgence ». Sinon, le parlementaire pense que « Besançon a tout à perdre et

Dijon tout à gagner » au vu de leurs différences de taille. Il rappelle que la Bourgogne-Franche-Comté compte 53 000 étudiants, à comparer aux 143 000 du Grand Est, aux 210 000 d'Auvergne-Rhône-Alpes et aux 381 000 de l'Île-de-France. « Si notre enseignement supérieur n'est pas attractif, les étudiants iront à Strasbourg, Lyon ou Paris et on peut craindre qu'ils n'en reviennent pas après l'obtention de leur diplôme », déplore-t-il, inquiet de l'image ainsi donnée. Lui qui fut rapporteur du budget de l'enseignement supérieur au Sénat pour 2018 dit avoir échangé à plusieurs reprises avec la ministre sur le sujet et pointe la « responsabilité partagée des présidents » d'université, en Bourgogne et Franche-Comté.

« Ego trop charpentés »

Le sénateur Grosperin continue donc de réclamer la tenue d'une réunion de crise locale ou régionale qui « sache dépasser les clivages ».

Également inquiet, Nicolas Bodin, adjoint au maire de Besançon



Nicolas Chaillet, président de la COMUE Bourgogne-Franche-Comté, démissionnera avec son exécutif au lendemain du conseil d'administration du 13 décembre... sauf improbable miracle ! Photo Sam COULON

mais aussi directeur de l'option Ingénierie de l'innovation à l'École nationale supérieure de mécanique et des microtechniques (ENSM), regrette pareillement cette démission « malheureusement prévisible » alors que « la bataille mondiale pour le savoir et les

connaissances ne peut se permettre aucun retard » face aux concurrences, américaine et chinoise notamment. Lui qui, par son activité, « baigne dans le microcosme universitaire » et connaît ses « ego trop charpentés », aimerait que le calme revienne et que l'intérêt gé-

néral prédomine. « L'enseignement supérieur ne peut demeurer une bataille d'experts et gagnerait véritablement à s'ouvrir davantage sur l'extérieur. Il y va de notre avenir et de celui de notre territoire », note-t-il.

Impossible d'évoquer une querelle Dijon-Besançon sans que Jean-Philippe Allenbach n'intervienne. Le président du Mouvement Franche-Comté estime qu'il s'agit là d'une « conséquence de la fusion forcée entre les deux universités » qui découle elle-même du « mariage forcé entre les deux régions ». Sans surprise, et convaincu que toute relation à deux débouche sur un rapport « dominant-dominé », il réclame « la rupture des accords de coopération avec la Bourgogne » et le retour à une « université libre et autonome » en Franche-Comté. Laquelle pourrait ensuite conclure un accord avec l'École polytechnique de Lausanne, « de renommée mondiale et aux moyens financiers bien supérieurs à ceux de Dijon », glisse-t-il.

Jean-Pierre TENOUX

DOU06 - V2

ER 04.12.18